



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DU NORD

DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE
ET DE L'ENVIRONNEMENT
BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT

Réf. D.A.G.E./3 - BD

**Arrêté préfectoral imposant à la société COFRADEC
représentée par Maître SOINNE, en sa qualité de
liquidateur judiciaire, des prescriptions
complémentaires pour la finalisation de la remise en
état de son site de LE QUESNOY**

Le préfet de la région Nord - Pas-de-Calais
préfet du Nord,
chevalier de l'ordre national de la légion d'honneur
commandeur de l'ordre national du mérite

VU les dispositions du code de l'environnement annexées à l'ordonnance n° 2000-914 du 18 septembre 2000 ;

VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié, notamment son article 18 ;

VU les décrets n° 93-742 et n° 93-743 du 29 mars 1993 ;

VU la nomenclature des installations classées résultant du décret du 20 mai 1953 modifié ;

VU les différentes décisions préfectorales réglementant les activités de la société COFRADEC - siège social : 26 chemin des croix B.P. 23 59530 LE QUESNOY – pour son établissement situé à la même adresse, et notamment l'arrêté préfectoral du 9 novembre 1989 autorisant la société à exploiter une imprimerie ;

VU la mise en liquidation judiciaire de la S.A. COFRADEC, le 18 mars 2004 ;

VU l'arrêté préfectoral du 15 février 2005 mettant la S.A. COFRADEC, représentée par son liquidateur judiciaire, Maître SOINNE, en demeure de déposer un mémoire de cessation d'activités et de remettre le site en état ;

VU l'arrêté préfectoral du 15 février 2005 imposant à la S.A. COFRADEC, représentée par son liquidateur judiciaire, Maître SOINNE, des mesures d'urgence pour la mise en sécurité du site et l'évacuation des déchets présents ;

VU le rapport du 22 décembre 2006 de Monsieur le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement, duquel il ressort que les déchets banals sont encore présents sur le site ;

VU le mémoire de cessation d'activités remis à la direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement par l'exploitant, le 18 janvier 2007 ;

Les paramètres à analyser sont définis dans le tableau suivant :

Paramètres	Local compresseurs	Local transformateurs	Zones 12, 15 et 17
Hydrocarbures totaux (HCT)	x	x	x
Métaux (As, Cd, Cr total, Cu, Hg, Ni, Pb, Zn)			x
Benzène			x
Toluène			x
Ethylbenzène			x
Xylène			x
Trichloroéthène			x
HAP	x		x
PCB-PCT		x	x

Par ailleurs, il sera également nécessaire de procéder à des investigations de terrain complémentaires au niveau de la zone pâture définie sur le plan ci-joint, compte tenu de la présence éventuelle de fûts enfouis. La profondeur des fouilles sera fonction de la nature des différentes couches de terrain rencontrées et les analyses seront fonction de la nature des déchets éventuellement retrouvés ou des caractéristiques visuelles des différentes couches de terrain. En tout état de cause si des fûts sont retrouvés, ils devront être excavés et éliminés avec toutes les précautions d'usage. De même, pour les terres contaminées, des prélèvements et analyses de fond et flancs de fouille devront être réalisées pour s'assurer que toutes les terres contaminées ont bien été enlevées.

Enfin, l'incinérateur auparavant utilisé, devra faire l'objet d'une localisation très précise sur le plan d'usine et les produits incinérés devront être identifiés. En fonction des produits incinérés, il sera nécessaire de procéder à des prélèvements et analyses à proximité de cet incinérateur. Les analyses porteront sur les paramètres traditionnels résultant d'une combustion, complétés par ceux émergeant des recherches préalables.

Article 3- Surveillances des eaux

Art. 3.1 – surveillance des eaux souterraines

L'origine de la contamination retrouvée dans l'eau du piézomètre identifié comme étant en amont du site, doit être recherchée.

Les piézomètres déjà présents sur le site devront faire l'objet d'un nivellement des têtes. Toutes dispositions seront prises pour signaler efficacement ces ouvrages de surveillance et les maintenir en bon état.

Le sens d'écoulement de la nappe de la craie devra être définie avec certitude. Au besoin, de nouveaux piézomètres pourront être implantés.

Des relevés du niveau piézométrique de la nappe et des prélèvements semestriels (une fois en période de hautes eaux, une fois en période de basses eaux) sont réalisés dans ces piézomètres. En cas de modification du réseau de surveillance actuel, une campagne de prélèvements et analyses sera effectuée dès l'achèvement des travaux et les résultats seront adressés, au plus tard, dans les 15 jours suivant la date de prélèvement.

L'eau prélevée fait l'objet de mesures des substances susceptibles de caractériser une éventuelle pollution de la nappe.

Article 6- frais

Tous les frais occasionnés par les études et travaux menés en application du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Article 7- sanctions

Faute par l'exploitant de se conformer aux dispositions du présent arrêté, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L.514-1 du code de l'environnement.

Article 8 - recours

La présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif de LILLE. Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant, de quatre ans pour les tiers. Ce délai commence à courir du jour de sa notification.

Article 9 – exécution de l'arrêté

Monsieur le secrétaire général de la préfecture du Nord et Monsieur le sous-préfet d' Avesnes sur Helpe sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie conforme sera adressée à :

- Monsieur le maire de LE QUESNOY,
- Monsieur le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

En vue de l'information des tiers :

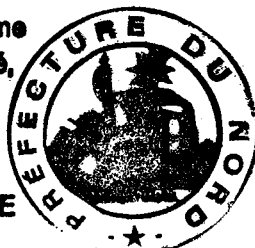
- un exemplaire du présent arrêté sera déposé à la mairie de LE QUESNOY et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles les installations sont soumises sera affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire.
- le même extrait sera affiché en permanence de façon visible sur le site par les soins de l'exploitant.

FAIT à LILLE, le 09 JUIL. 2007

Pour copie certifiée conforme
P/Le Chef de Bureau délégué,

Thérèse Van de Walle

Thérèse VAN DE WALLE



Le préfet
Pour le Préfet
Le Secrétaire Général Adjoint

François-Claude Plaisant
François-Claude PLAISANT